

Boîte Postale 177 - 75967 Paris Cedex 20 - rail@alternativelibertaire.org

VERS UN GRAND MOUVEMENT ANTICAPITALISTE

Après l'élan des manifestations anti-Le Pen d'avril dernier, après la cuisante défaite de la gauche gestionnaire aux législatives, et face aux menaces du nouveau gouvernement, **une Gauche anticapitaliste se cherche aujourd'hui** : nombre de militant(e)s et de citoyen(ne)s engagé(e)s, politiquement organisé(e)s ou non, sont aujourd'hui disponibles pour des débats et des élaborations communes, sans sectarisme ni dogmatisme.

Pour répondre à ce besoin d'unité et de réflexion, qui dépasse largement les groupes constitués et les courants nommés, **Alternative libertaire a renouvelé**, lors d'une Coordination nationale tenue le 18 mai dernier, **sa proposition d'aller ensemble, le plus rapidement mais aussi le plus unitairement, le plus largement possible, vers la formation d'un grand Mouvement anticapitaliste.**

Afin de contribuer à l'émergence de ce mouvement, **Alternative Libertaire a multiplié les contacts** ces dernières semaines. Ainsi avons nous **échangé avec Les Alternatifs, la Fédération Anarchiste, la Ligue Communiste Révolutionnaire, les Communistes refondateurs, et bien d'autres.** Les militant(e)s d'Alternative libertaire participent également à plusieurs Forum et regroupements locaux, qui posent tous la question d'une alternative à construire.

Après ces premiers échanges, il nous semble utile d'évaluer les possibilités mais aussi les difficultés rencontrées :

- **Les signes les plus encourageants viennent des échanges à la base, dans de nombreuses localités**, où des militants d'extrême gauche, libertaires, écologistes, communistes, ou issus des mouvements sociaux, ont ouvert de véritables espaces de débats.
- **Les signes les plus inquiétants viennent d'appareils qui semblent ne retenir des aspirations exprimées que ce qui peut contribuer à leur propre développement**, dans une logique de construction partidaire masquée par des simulacres d'ouverture. Ainsi sommes nous consternés en écoutant certains communistes refondateurs proposer une vaste alliance allant de l'extrême gauche ... au Parti Socialiste, **sans tirer le moindre bilan de fond de l'expérience funeste de la gauche "plurielle"**, qui a géré des années durant le capitalisme, sous la férule de ce même Parti Socialiste. Ainsi réprouvons nous également la **forme très peu unitaire prise par la démarche initiée par la LCR**, qui prétend organiser des "Forum anticapitalistes" larges et pluralistes, mais qui conserve l'entière maîtrise de l'initiative et ne se prive pas de communiquer auprès des médias sur le fait que le débouché en sera un "nouveau parti à gauche de la gauche"... en clair, la LCR rebaptisée. Ces réserves exprimées, nous continuerons à intervenir, par soucis d'unité et de dialogue, dans les débats et Forum organisés par les uns et les autres. Mais sans cacher nos critiques et nos propositions.

Les militant(e)s d'Alternative Libertaire défendent en effet le projet d'un Mouvement anticapitaliste non cartellisé : une démarche partant de la base, élaborée et maîtrisée par des collectifs et des espaces locaux de débats largement ouverts aux individus. Une telle démarche nous semble nécessaire pour créer un Mouvement, un pôle anticapitaliste novateur :

- Un mouvement **"politique"**, mais au sens noble et non pas au sens politicien du terme, qui romprait donc avec les formes et les fonctions traditionnelles des partis, et qui ne s'enfermerait ni dans les priorités électoralistes ni dans les têtes à tête organisationnels. Les militant(e)s d'Alternative Libertaire ne manqueront pas d'interroger leurs partenaires sur la question de l'État, ainsi que sur le bilan de la participation des Partis de gauche au gouvernement et leur gestion du capitalisme.
- Un creuset, un cadre collectif d'élaboration, qui permettrait l'invention d'alternatives au capitalisme et à la tyrannie du marché. Un mouvement subversif donc, élaborant un projet alternatif de démocratie et de redistribution des richesses. Projet qui, à notre sens, devrait être autogestionnaire.
- Un mouvement pluraliste, qui chercherait la confrontation des idées, mais en étant respectueux des différences d'orientation. Un mouvement démocratique, autogéré, dont il serait vain de préciser à priori les contours, mais qui devrait se donner des formes et des pratiques cohérentes avec son but : l'Émancipation de toutes et de tous, l'Égalité, la Liberté.
- Un mouvement qui respecterait scrupuleusement l'autonomie des mouvements sociaux, tout en étant largement ouvert aux acteurs de ces mouvements. C'est à dire que, selon nous, un vaste Front de l'égalité et de la solidarité est aussi à construire. Convergence directe des mouvements sociaux, ce Front sera en mesure de formuler ses propres exigences et son propre Projet de société. Nous pensons même que sans une telle dynamique, partant des luttes sociales réelles, aucune transformation profonde de la société n'est envisageable. Nous n'attendons donc pas tout d'un Mouvement politique anticapitaliste. Certes, Mouvement anticapitaliste et Mouvement social peuvent s'enrichir mutuellement dans le respect de l'autonomie et de l'identité de chacun. Mais il est grand temps, pensons-nous, de rompre avec la conception dirigiste qui soumet le Mouvement social à la direction éclairée du "Parti" : il ne doit être ni la succursale de la gauche gestionnaire ni celle d'une gauche anticapitaliste.
- Un mouvement internationaliste enfin, "alter mondialiste", qui multiplierait les liens de solidarité avec les résistances du monde entier.

Alternative libertaire (Secrétariat national)
le 29 juillet 2002

Alternative libertaire, le mensuel
L'actualité des luttes, le point de vue
communiste-libertaire sur l'actualité
Abonnement:
22,90 Euros pour 11 numéros



Débattre
Revue de débat, de réflexion
et d'élaboration
Abonnement:
16,8 Euros pour 4 numéros



Femmes de ménage immigrées, elles se rebellent face à la multinationale ACCOR ...

Article paru dans :

Alternative Libertaire a rencontré Fathy MAYAN, porte parole des grévistes et déléguée du personnel (SUD) dans l'entreprise Arcade, sous-traitant d'ACCOR pour le nettoyage de ses hôtels (Ibis, Mercure, Novotel, Etap...). ACCOR, c'est aussi l'entreprise qui gère les centres de rétention, qui s'occupe de l'expulsion des sans papiers et qui organise dans ses hôtels les réceptions du Front National ...

AL : Fathy, quels sont les raisons qui vous ont poussé à démarrer ce conflit ?

Notre patron nous oblige à nettoyer 4 chambres minimum par heure, ce qui n'est pas faisable. Avec cette clause dans nos contrats de travail, il se sert de ça pour ne pas nous payer nos heures. Dans les faits, il nous rémunère à la tâche, ce qui n'est pas légal.

AL : Ce problèmes de cadence est courant dans les hôtels ?

Bien sûr, c'est partout pareil. Si nous n'acceptons pas ces conditions c'est la porte. La plupart des entreprises de nettoyage ont les mêmes méthodes. Tout le monde, y compris l'inspection du travail est au courant, mais laisse faire. Ceci permet aux donneurs d'ordre de bénéficier de coût de marché dérisoire.

AL : Comment peux-tu supporter ces charges de travail quotidiennes ?

Aujourd'hui, j'ai de plus en plus de mal à assumer mon activité. J'ai des douleurs au dos, aux épaules et aux poignets. De nombreuses femmes de ménage sont en accident de travail. De plus comme les horaires sont souvent modifiés au gré des patrons, il est difficile de faire garder mes enfants avec le peu de salaire que je gagne, environ 650 € par mois

AL : Au bout de 70 jours de conflit, dans quel état d'esprit sont les grévistes ?

Nous sommes encore plus motivé. La solidarité s'organise autour de nous financièrement. Les syndicats SUD, le collectif « Stop précarité » et beaucoup d'associations de lutte contre les exclusions nous aident notamment en diffusant des tracts devant les hôtels ACCOR pour dénoncer le comportement de cette entreprise.

Nous irons jusqu'au bout car c'est notre dignité qui est en jeu et c'est une lutte contre l'esclavagisme soit disant aboli par Victor Schlecher en 1848. Le seul regret qu'on peut avoir, c'est que les « grandes » confédérations syndicales n'entrent pas dans ce conflit. Ceci permettrait d'élargir nationalement cette lutte légitime.

AL : Pourquoi le patron d'Arcade refuse de négocier ?

Il est soutenu par le groupe ACCOR et toute la profession. Lâcher sur notre revendication de 2,5 chambres par heure avec 35 heures par semaine changerait grandement nos conditions de travail. Rapidement l'ensemble des salariées demanderait, justement, l'équité. Et ça, les patrons ne sont pas prêts à cesser leurs méthodes moyenâgeuses basées sur le fait qu'il est facile de tromper les immigrés de fraîche date qui bien souvent ne savent ni lire et écrire. Ils en profitent pour les voler sur les heures, sur leur paie, etc.

AL : Face aux discours sur l'immigration et l'intégration comment réagis-tu ?

Une grande partie des représentants de l'état français et le patronat ont volontairement empêché les immigrés de s'intégrer pour mieux les exploiter.

AL : Nous te remercions pour cette interview et te souhaitons bonne chance pour la suite.

Cela fait plus de 5 mois que la lutte continue ! Et chaque jour, les grévistes (très majoritairement des femmes) se réunissent, décident des actions à mener, mandatent leurs représentant(e)s aux négociations, débattent des suites à donner, ...

Alternative Libertaire appelle à la solidarité pour les grévistes d'Arcade en envoyant un soutien financier (SUD Nettoyage 17 boulevard de la libération – 93200 Saint Denis) et en participant aux actions menées dans le cadre de ce conflit.

Pour toute infos : <http://ras.eu.org/arcades>



**Alternative
Libertaire**

**anticapitalisme
autogestion**

Pour un front social de l'égalité et de la solidarité

Après la présidentielle, retour à la case départ ?

Pour la droite au pouvoir et la gauche "plus rien", représentée par les Verts, le PS et le PCF, le "séisme politique" provoqué par la présence du Front national au second tour de l'élection présidentielle n'aura duré que l'espace d'un entre-deux tours.

L'élection présidentielle passée, le jeu politique reprend ses droits.

Une droite qui se durcit encore

La droite vient de mettre en place un véritable gouvernement de combat contre les jeunes, les pauvres, les femmes et les travailleurs(es). Ordre et réaction antisociale qualifient sans doute le mieux la politique affichée par l'équipe Raffarin. C'est un discours de guerre civile que l'Etat est en train de tenir aux jeunes des banlieues en couvrant par avance les violences policières et en développant un climat de psychose. Police partout, justice nulle part.

Ce gouvernement se veut également le relais institutionnel du Medef, ce dernier voyant un de ses principaux dirigeants, Francis Mer, à la tête du ministère de l'Economie et des Finances.

Parce que la politique de tolérance et d'impunité zéro épargnera d'abord un certain nombre de dirigeants dont Chirac lui-même, la crise de représentation politique va s'approfondir, et elle peut malheureusement entraîner la dérive raciste et fasciste incarnée par le FN, de même qu'elle vient conforter la montée du discours autoritaire incarné par Berlusconi en Italie, Aznar en Espagne, Haider en Autriche, Bush aux Etats-Unis, Blair en Grande-Bretagne, Poutine en Russie ou encore Sharon en Israël.

Une "gauche plurielle" toujours aussi antisociale

Et la gauche "plus rien" qu'a-t-elle à dire ? En écoutant Hollande, le secrétaire du PS, on a l'impression qu'il ne s'est rien passé le 21 avril, car le programme libéral qui a valu une lourde sanction au PS et à Jospin reste inchangé.

Les mobilisations de rue, même si elles montrent des limites, autorisent bien des espoirs, notamment cette soif de changement qui pousse des milliers de personnes supplémentaires à débattre et à vouloir s'organiser.

Une "gauche de la rue" bien réelle, mais qu'il faut fédérer

L'idée se répand que la faillite de la gauche institutionnelle est totale et qu'il faut reconstruire autre chose. Mais la solution ne se trouve pas dans une "recomposition" qui aurait pour objectif de mener une politique "vraiment à gauche" sans remettre en cause des institutions républicaines qui interdisent toute politique contraire aux intérêts capitalistes.

Empêcher l'extrême droite de s'installer dans les institutions

Mais pour cela, le "front républicain" ne saurait représenter un barrage crédible et durable au Front national.

C'est la "gauche de la rue" qui a permis de battre Le Pen, mais pour le faire reculer et le renvoyer aux poubelles de l'histoire, elle n'a pas d'autre alternative que la constitution d'un front social de l'égalité et de la solidarité capable d'imposer des mesures sociales radicales par la grève générale, la mobilisation de rue et les occupations d'espaces publics.

Il est plus que temps que les forces du mouvement social se rassemblent dans un front commun : syndicats, comités de chômeurs, collectifs de citoyens l'heure est à l'unité. Il est temps de constituer un pôle visible de cette "gauche de la rue", un contre-pouvoir alternatif à la gauche institutionnelle compromise dans la gestion du capitalisme.

Alternative libertaire

BP 177

75967 Paris Cedex 20

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org



Nom, prénom :

Adresse :

N°téléphone :

e-mail :

Coordonnées de service (SNCF) :

- ☐ Je souhaite participer au développement d'Alternative Libertaire, en devenir membre.
- ☐ Je souhaite participer à une rencontre avec Alternative Libertaire
- ☐ Je souhaite rester en contact avec Alternative Libertaire, en étant informé(e) des initiatives, des débats.

----- à retourner à **A.L. - BP 177 - 75967 Paris Cedex 20.** contacts@alternativelibertaire.org -----